

de partenariat public privé en IFRS

Au-delà de cet écart de conduite, les règles édictées permettent d'assurer surtout la comptabilisation initiale des actifs concédés et éventuellement la prise en compte des obligations du concessionnaire. Par contre, les autres problématiques ne sont pas précisées, telles que les modalités de comptabilisation des revenus et des coûts reliés aux différentes phases de la concession, la contrepartie reçue par l'opérateur, les coûts d'emprunt, etc.

En outre, la définition donnée aux contrats de concession reste limitée et incomplète si bien qu'elle n'est pas généralisée aux autres contrats prévoyant le paiement du concessionnaire par le concédant directement. Les biens mis dans la concession par le concessionnaire figurent toujours au bilan de celui-ci, quelle que soit l'identité du contributeur (l'apporteur de l'immobilisation). Nous avons trouvé dans l'énoncé des terminologies qui ne cadrent pas avec les concepts IFRS, à l'instar de l'amortissement de caducité qui se calcule pour les immobilisations non renouvelables apportées par le concessionnaire mais appelées à revenir gratuite-

ment au concédant en fin de contrat, du poste dette «droits du concédant» qui traduit l'obligation de restitution du

sion. Nous nous excusons auprès des lecteurs pour n'avoir pas abordé le traitement fiscal applicable aux accords de

partenaires économiques peuvent réaliser une interprétation des différentes dispositions des codes des impôts afin de les adapter aux propriétés de ces contrats.

Enfin, nous vous dévoilerons les principaux secteurs qui ont fait l'objet ou plutôt qui sont touchés (ou le seront bientôt) par cette formule de gestion privée des services destinés au public :

- le domaine maritime : concession de gestion du port d'Alger et du port de Djendjen par le géant émirati (Dubai Ports World). C'est un contrat de type O&M (Operating & Maintenance) ;
- le secteur des transports : la concession d'exploitation du tramway d'Alger et du métro d'Alger ;
- énergie et les utilités publiques : les contrats de concession de type O&M de certaines centrales électriques au gaz naturel (production électrique) ou hybrides (gaz et vapeur) ;
- secteur de l'eau : usine de dessalement de l'eau de mer de Fouka ;
- la station de dessalement d'El-Hamma (à Alger), opérationnelle depuis le 24 février 2008.

T. C.

En ce qui concerne les coûts d'emprunt, ceux-ci s'ajoutent uniquement au montant de l'immobilisation incorporelle que le concessionnaire comptabilise au cas où il obtient du concédant le droit de faire payer les usagers du service public en contrepartie de ses prestations de construction. Cet actif incorporel cadre notamment avec la définition d'un actif éligible car la licence n'est généralement pas disponible pour l'utilisation prévue.

concessionnaire au terme du contrat (la contrepartie d'un actif à titre gratuit), et des provisions pour renouvellement dont l'objet est de compléter les amortissements techniques (les amortissements calculés sur la durée de vie) lorsque la durée économique du bien est inférieure à la durée de la conces-

partenariat public privé, et ce en raison de l'indisponibilité de références et de textes ayant passé en revue la spécificité de ces contrats nouvellement introduits dans le paysage économique du pays.

En dépit de ces lacunes, il n'en demeure pas moins que les acteurs et

RÉFÉRENCES ET TERMINOLOGIE

Les contrats PPP en France et en Europe, les cahiers de Mazars, avril 2006.

Aspects économiques et comptables des investissements dans les PPP, Jean-Louis Lebrun, IGD, juin 2011.

Ifric 12 Service concession arrangements, A poc-

ket pratical guide, Deloitte, February 2011.

Agenda paper 6, Ifric meeting, SCA Project, London, January 2006.

Ipsasb : International Public Sector Accounting Standards Board, soit l'équivalent de l'IASB Understanding Options for Public-Private Partnerships in

Infrastructure, Sorting out the forest from the trees: BOT, DBFO, DCMF, concession, lease..., Jeffrey Delmon, The World Bank, January 2010.

Guide de référence des PPP_BM_June-2016. PoC ou Percentage of Completion, Pourcentage d'avancement.